

STRATÉGIE DE LA TERREUR

Anatol Lieven et Pierre-Emmanuel Dauzat

Gallimard | *Le Débat*

2001/5 - n° 117
pages 179 à 188

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-2001-5-page-179.htm>

Pour citer cet article :

Lieven Anatol et Dauzat Pierre-Emmanuel, « Stratégie de la terreur »,
Le Débat, 2001/5 n° 117, p. 179-188. DOI : 10.3917/deba.117.0179

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Anatol Lieven

Stratégie de la terreur

Les États-Unis ont été la cible d'un acte de guerre gravissime, perpétré par un ennemi terriblement cruel, courageux, fanatique et bien organisé, fort d'une terrifiante capacité de sauvagerie et d'abnégation. À l'heure où j'écris, quelques heures après les faits, le bilan n'est pas connu, mais il est évident que c'est de loin le pire attentat terroriste de l'histoire et la pire attaque jamais dirigée contre l'Amérique.

À supposer que les auteurs soient identifiés et qu'on retrouve leurs traces, une réponse militaire cinglante sera nécessaire. S'abstenir serait trahir les victimes et faire preuve de faiblesse. Pour mener une guerre victorieuse, cependant, il faut savoir se montrer inflexible, mais aussi être capable de suivre une stratégie politique intelligente, notamment pour attirer et se concilier des alliés essentiels. Il nous faut donc aussi impérativement réévaluer de fond en comble nombre des attitudes qui ont guidé la politique américaine depuis la fin de la guerre froide. Dans certains domaines au moins, nous pou-

vons y parvenir. Car si la guerre suscite de vives réactions émotionnelles, elle peut aussi clarifier les idées et conduire à réviser radicalement les priorités antérieures.

Une nouvelle réflexion de ce type est indispensable, de la part des États-Unis, certes, mais aussi de la part de la Grande-Bretagne et des autres alliés de l'Amérique. Il n'en va pas ainsi uniquement parce que les États-Unis attendront de nous un soutien sans réserve dans la traque et la destruction des auteurs de cette atrocité. Le fait est que la même menace plane sur nos propres villes, et que l'ampleur de cette menace peut être déterminée par les actions et la politique actuelle de l'Amérique. Il nous faut donc œuvrer avec les États-Unis pour élaborer des stratégies *communes*.

L'attentat a mis en évidence le manque d'à-propos des priorités dominantes de l'Amérique en matière de sécurité – des priorités encore enracinées dans les attitudes et les structures de la guerre froide. C'est vrai dans trois domaines :

Anatol Lieven est notamment l'auteur de *Chechnya. Tombstone of Russian Power*, Yale UP, 1998.

Le présent article a initialement paru dans la revue *Prospect*, octobre 2001.

premièrement, la tentation de présenter la Russie et la Chine comme les principales menaces qui pèsent sur les intérêts vitaux des États-Unis. Deuxièmement, la stratégie dite de la « défense anti-missiles du territoire », ou National Missile Defence (NMD), et la militarisation de l'espace. Et, troisièmement, la politique envers Israël et l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, puisque cet attentat trouve son origine dans le monde islamique et a été clairement motivé par la haine d'Israël et le soutien qu'apportent les États-Unis à ce pays.

Très largement contre son gré, l'Amérique est de fait engagée dans une guerre aux côtés d'Israël. Cela lui donne le droit et – peut-être – la possibilité de contrôler enfin quelques-unes des actions les plus scandaleuses de son allié. Mais alors même qu'en privé certains Américains expliquent déjà ce qui s'est passé par le soutien aveugle des États-Unis à Israël, la tendance à court terme sera de défendre l'État hébreu envers et contre tout, quoi qu'il fasse. Les hideuses célébrations populaires de la « victoire » dans certaines parties du monde arabe ne pourront, bien entendu, que renforcer cette tentation.

À court terme, les États-Unis doivent s'en tenir à une ligne dure. De surcroît, il serait malvenu de décider de changements de cap significatifs, que les terroristes pourraient interpréter comme une victoire. Mais si, dans leur réaction, les États-Unis soumettent à de trop fortes pressions les gouvernements du Pakistan et d'autres États fragiles (dans le cas du Pakistan, en forçant les talibans à livrer Oussama ben Laden), lesdits États risquent de s'effondrer. Il ne resterait aux islamistes radicaux qu'à en ramasser les morceaux. C'est là que les alliés de l'Amérique ont un rôle à jouer. Par-dessus tout, les États-Unis doivent définir une nouvelle politique en fonction de trois constats liés les uns aux autres. En

premier lieu, depuis la fin de la guerre froide, ont été jetées les bases d'un système mondial unifié dans lequel les autres grands États sont des partenaires, non des ennemis, et dans lequel ces États sont tous sous la menace des mêmes forces. Autrement dit, une « communauté internationale » est bel et bien en gestation – ou elle le serait, si seulement les États-Unis pouvaient cesser d'agir comme s'ils constituaient à eux seuls cette communauté. Celle-ci repose sur une adhésion commune à la modernité sous la houlette de l'Occident. Les seuls adversaires catégoriques de ce projet de modernisation sont en fait des fanatiques religieux – qu'on ne trouve ni à Moscou ni à Pékin. En deuxième lieu, à l'exception de certains États du Proche-Orient, la menace qui pèse sur l'ordre mondial ne vient pas des États, mais de la base : des populations aliénées. En troisième et dernier lieu, puisque les États-Unis ne peuvent occuper le monde islamique et y faire la police dans la lutte contre le terrorisme islamique, il est essentiel d'obtenir le concours des principaux États de cette région. Les suites des attentats contre les tours de Kobar et l'*USS Cole* avaient déjà mis en évidence cette nécessité.



Tout au moins à brève échéance, l'espoir d'une révision de la politique envers Israël est mince. Pour ce qui est de la NMD et de la politique envers la Russie et la Chine, en revanche, un changement est plus probable.

Jusqu'à maintenant, la persistance du modèle de la guerre froide s'enracine non seulement dans diverses formes de sectarisme atavique, mais aussi dans certains intérêts très puissants au sien de l'*establishment* américain de la sécurité. Celui-ci est un produit de la guerre froide et

a donc besoin d'un ennemi de type guerre froide : gigantesque, identifiable et, avant tout, équipé d'armements conventionnels de haute technologie ou de missiles nucléaires à l'ancienne. D'où l'insistance incessante sur le danger d'une restauration de l'Union soviétique.

La Russie n'étant plus assez forte pour jouer ce rôle, la Chine a très largement pris sa place. Mais une détestation pathologique de la Russie persiste dans des pans importants de l'*establishment* américain et, jusqu'à la semaine dernière tout au moins, on continuait d'avancer d'étranges arguments concernant la Russie.

Ainsi, les dirigeants du seul institut de Washington explicitement voué à l'étude du Caucase et de l'Asie centrale recommandaient aux Américains de se réconcilier avec les talibans dans le cadre d'une nouvelle stratégie visant à éliminer toute influence russe de la région. Autrement dit, ces gens voulaient ranimer la politique américaine des années quatre-vingt – à laquelle certains d'entre eux avaient été étroitement associés –, c'est-à-dire une politique de soutien aux moudjahidin afghans, alors même que la menace soviétique globale a disparu, que la Russie n'occupe pas l'Afghanistan et que cette politique américaine passée a contribué à produire Oussama ben Laden et le régime des talibans qui l'accueille. Ces mêmes gens ont voulu nier la présence en Tchétchénie d'un réseau international d'extrémistes islamistes, alors même qu'il dispose d'un site Web qui annonce ses victoires et ses victimes et que les acolytes d'Oussama ben Laden ont publiquement parlé d'envoyer des volontaires et du ravitaillement en Tchétchénie. Espérons que nous entendrons moins souvent désormais ce genre d'âneries.

S'agissant de la NMD, il ne devrait pas être nécessaire d'épiloguer. Voici des années maintenant que les détracteurs comme les alliés des

États-Unis, mais aussi d'autres États, soutiennent que la véritable menace qui plane sur le continent américain ne vient pas des missiles balistiques, mais du terrorisme ; qu'un système de défense contre les missiles balistiques serait donc une forme de ligne Maginot que nos ennemis n'auraient aucun mal à contourner. Après tout, si un missile avait été tiré sur les États-Unis la semaine dernière, le pays responsable eût été effacé de la carte quelques heures plus tard par une riposte américaine. Compte tenu de la nature de l'attentat actuel, peut-être ne saurons-nous jamais vraiment quel groupe ou quelle nébuleuse en est responsable ni donc comment et où exercer des représailles. Plus de cinq ans après l'attentat contre les casernes de Khobar, en Arabie Saoudite (1996), qui avait fait dix-neuf morts parmi les soldats américains, les services secrets des États-Unis en sont encore à se demander si les auteurs étaient des agents d'Oussama ben Laden, de Saddam Hussein, de l'Iran – et, en ce cas, de quel groupe soutenu par ce pays –, voire le fruit d'une action concertée. Cet échec tient pour une part à l'attitude des autorités et des services secrets saoudiens, qui, pour des raisons de sécurité intérieure, ont refusé d'enquêter sérieusement sur le rôle de l'Iran. Les autorités yéménites se sont montrées moins coopératives encore après l'attentat contre l'*USS Cole*.

Une manière de combattre les attentats de ce genre consiste, bien entendu, à renforcer la sécurité aux États-Unis ; mais cela n'empêchera pas nécessairement un attentat terroriste, du moment que le terroriste en question est prêt à mourir. En fin de compte, la clé de la victoire doit être de bons renseignements – et, compte tenu de la difficulté qu'ont les agents américains à pénétrer le monde des extrémistes islamistes, l'Occident a un besoin pressant du concours de

ses alliés arabes et islamiques. Il faudra notamment convaincre les Saoudiens d'en finir avec la stratégie inaugurée voici plusieurs décennies par le fondateur du pays, le roi Ibn Saoud : la maison royale ferme les yeux sur les mouvements radicaux d'origine saoudienne qui agissent au-delà des frontières du moment qu'ils ne créent pas de troubles en Arabie Saoudite même.

Le concours des principaux États musulmans sera aussi essentiel si l'on doit envahir et occuper une partie du monde islamique. Car le bombardement par les États-Unis de cibles au Soudan et en Afghanistan, mais aussi les suites du bombardement par l'O.T.A.N. de la Yougoslavie ont montré à chaque fois les insuffisances des bombardements à longue portée quand il s'agit de détruire des ennemis au sol, dispersés et dissimulés au sein d'une population civile accueillante.

Malheureusement, au cours des dix dernières années, les alliés musulmans des États-Unis ont été sérieusement refroidis par la politique israélienne et par le refus américain de la contrer en continuant d'apporter à Israël une aide militaire et financière massive. Cela vaut pour le refus d'honorer rapidement et sincèrement les accords d'Oslo, pour la poursuite des implantations juives dans les territoires occupés et le fait que l'Occident en général ait négligé d'offrir aux réfugiés palestiniens une aide financière généreuse. Et tout cela au mépris des résolutions des Nations unies, des souhaits de presque tous les autres alliés des États-Unis, y compris de tous leurs alliés du Proche-Orient, mais aussi des principes et des règles que professe l'Amérique et dont elle réclame l'application ailleurs. D'où l'effondrement du processus de paix et le regain des manifestations et de la terreur – impliquant, pour la première fois, des citoyens arabes d'Israël.

Israël et ses soutiens américains s'en sont

tenus à une politique qui était nécessaire à une époque où c'était son existence même qui était en jeu ; les menaces venaient alors non seulement de ses voisins arabes mais aussi, indirectement, de la superpuissance qui les soutenait : l'Union soviétique. En l'espace d'une génération, les choses ont changé, mais il ne semble pas que l'axe fondamental de la politique américaine ait véritablement changé. Avec le soutien militaire américain, Israël écrasa ses voisins arabes et contraignit deux d'entre eux à faire la paix. L'Égypte, de loin le plus grand, est alors devenu un État client des États-Unis. L'Union soviétique s'est effondrée, paralysant militairement ce qu'il restait d'États arabes radicaux et libérant un immense flux de Juifs soviétiques à destination d'Israël, contribuant ainsi à asseoir solidement la supériorité démographique juive (au sein des frontières d'avant 1967). Du fait de ce lien, mais surtout à cause d'une menace commune venant de l'extrémisme islamiste, la Russie est devenue à bien des égards une alliée *de facto* d'Israël (du moins pour ce qui est du partage des renseignements).

En 1990, l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein a rassemblé la majeure partie du monde arabe derrière le monde occidental. Pour monter cette vaste coalition anti-Saddam, les États-Unis ont dû cependant en payer le prix : l'un des éléments cruciaux était la promesse faite à leurs alliés arabes de pousser Israël à conclure une paix juste avec les Palestiniens. En grande partie du fait qu'ils n'ont pas tenu cette promesse, les régimes arabes alliés des États-Unis sont devenus des « régimes-écran » (*shell regimes*), pour reprendre l'expression d'un ancien ministre jordanien. Selon cette personnalité pro-occidentale – alors membre d'une cellule de réflexion américaine –, les humiliations répétées du monde arabe par Israël avaient

détruit le prestige de ses élites jugées pro-américaines et miné de l'intérieur tout le système étatique. « Si nous sommes encore là, c'est uniquement parce que personne n'est encore assez fort pour nous chasser. »

Ce n'est pas seulement la rigidité de la politique américaine envers Israël qui a sapé sa diplomatie dans une bonne partie du monde islamique. Il y a eu aussi de nombreuses occasions manquées. Des sections du régime iranien demeurent farouchement hostiles aux États-Unis, mais elles sont bien plus hostiles à l'Irak et aux talibans, qui sont précisément les plus grands ennemis de l'Amérique dans la région. En 1998, après le massacre par les talibans de diplomates iraniens et de chiites afghans, l'Iran a été à deux doigts d'entrer en guerre contre l'Afghanistan. Jusqu'à maintenant, cela n'a pas servi de base à la définition d'une nouvelle stratégie des États-Unis envers l'Iran – en partie du fait que rares sont les analystes américains qui semblent s'en être rendu compte. L'occasion a été manquée de trouver un nouvel allié dans le combat contre le terrorisme sunnite. Dans l'éventualité d'une nouvelle action dans le golfe Persique, les États-Unis se retrouveraient donc confrontés à l'hostilité irakienne, afghane et iranienne, avec un Iran armé par la Russie, alors même que tous ces États se détestent et se craignent. Officiellement, la politique américaine dans la région est présentée comme une stratégie de « double endiguement » : de l'Irak et de l'Iran. Tout au moins jusqu'à la semaine dernière, cela ressemblait davantage à un quadruple endiguement – de l'Irak, de l'Iran, de la Russie et de l'Afghanistan –, conformément à la ligne politique définie par un Congrès profondément ignorant sous l'empire de *lobbies* intérieurs.



Pour tout un ensemble de raisons, il serait injuste et insuffisant d'imputer à Israël le terrorisme d'inspiration islamique. Si l'humiliation des mondes arabe et islamique par Israël les exaspère à ce point, c'est en partie parce qu'elle n'est que la dernière en date dans une longue histoire de défaites qui se sont succédé du xvii^e jusqu'en plein xx^e siècle, essentiellement infligées par le monde occidental ou chrétien. Il est vrai, bien entendu, que l'Occident a souvent joué un rôle scandaleux, tout au moins au xx^e siècle, en trahissant à maintes reprises les idéaux qu'il professait dans son comportement envers les peuples musulmans. La raison cruciale de ces défaites a cependant été le déclin prolongé du monde islamique par rapport à l'Occident : défaites qui ont produit des réponses islamiques radicales (soufies ou wahhabites) dès les dernières décennies du xviii^e siècle. Et ce déclin s'explique essentiellement par les multiples échecs du développement et du progrès au sein du monde islamique.

Ce sont les pathologies résultant de ces échecs, ainsi que l'apparition d'Israël et des États-Unis comme des objets de haine, qui ont engendré le phénomène de l'extrémisme islamiste moderne. Si elles ont trouvé leur expression la plus large et la plus forte dans le monde musulman, ces pathologies sont cependant loin de se restreindre à ce monde. On les trouve partout où un peuple fier, avec des traditions vivaces mais en partie irrationnelles, se sent vaincu ou bouleversé de fond en comble par certains aspects de la modernité à dominante occidentale.

C'est dans cette optique qu'on peut analyser le geste de Timothy McVeigh, l'auteur de l'attentat d'Oklahoma City, ou les agissements de la secte Aum Shinriko, au Japon. McVeigh est issu des rangs des petits-bourgeois et paysans anglo-saxons blancs (en l'occurrence, d'origine

irlandaise et écossaise) fondamentalistes, qui se sont toujours considérés comme la colonne vertébrale des États-Unis, mais qui ont l'impression d'être aujourd'hui refoulés dans les marges culturelles et économiques. Au Japon, des classes semblables ont trouvé dans le fascisme une réponse à la modernisation et à l'occidentalisation radicales à l'œuvre depuis les années 1860. Après la défaite écrasante de la Seconde Guerre mondiale, ces classes ont édifié un nouvel État, par certains côtés moderne, occidental et démocratique, mais qui a conservé maints aspects de l'autoritarisme d'antan, particulièrement dans les attitudes à l'égard du travail, du devoir et de la famille. Dans les dernières années, celles-ci ont pâti à leur tour des effets de la stagnation économique et de la progression vers un modèle plus occidental d'économie et de comportement, avec des conséquences culturelles et psychologiques déstabilisantes.

Pour l'ordre mondial, le danger ne vient pas des élites dirigeantes, qui sont toujours plus intégrées à l'ordre économique mondial (même en Chine, en Russie et en Inde), mais des exclus : de tous les nombreux groupes sociaux et ethniques, qui, pour diverses raisons d'ordre culturel, historique et géographique, sont incapables de prendre part au banquet mondial, ou qui ont vu leur position décliner, alors même que leur situation économique s'est améliorée. Après tout, les grandes pathologies politiques européennes du *xx^e* siècle n'ont pas trouvé leurs racines dans le sous-développement en tant que tel ; elles ont plutôt découlé des effets du développement inégal et du changement culturel sur des sociétés profondément conservatrices.

Nombre de ces exclus – groupes et individus – font tout simplement pitié : ils sont beaucoup trop faibles et démunis pour menacer quiconque. D'autres, en revanche, sont si fiers de leurs tra-

ditions culturelles qu'il leur est très difficile d'accepter un statut de seconde zone. Leurs solides traditions guerrières leur confèrent un atout évident dans certaines formes de guerre, dans le crime organisé et dans les secteurs où les deux activités se recoupent. De tels groupes donnent à des États hostiles l'occasion de frapper l'Occident sans se salir les mains directement et sans s'exposer ainsi à des représailles.

Naturellement, ces groupes aliénés forment une minorité relativement restreinte de la population mondiale. Au fil des dernières décennies, la majeure partie de l'humanité a plus ou moins largement profité de la croissance économique et de la « mondialisation ». Mais ceux qui n'en ont pas profité – ou qui estiment ne pas en avoir profité – sont encore trop nombreux. Et il est assurément impossible de leur imposer le respect avec les avions de chasse de haute technologie, les blindés et les immenses porte-avions auxquels l'armée américaine d'après la guerre froide s'obstine à consacrer beaucoup d'argent.

Tel est l'envers du village planétaire : les minorités aliénées dudit village peuvent frapper à des distances considérables ceux qu'ils considèrent comme leurs oppresseurs. Parce que le monde musulman a été le plus ancien et le plus grand rival de l'Occident, mais aussi sa plus grande « victime », parce que l'islam « fondamentaliste » offre un cadre singulièrement rigide et pourtant flexible à l'extrémisme moderne, et parce que la haine s'est focalisée sur Israël et les États-Unis, c'est dans le monde islamique que ces pathologies ont pris leurs formes les plus grandes et les plus dangereuses.

On aurait tort de suivre Samuel Huntington et de postuler l'existence d'un seul et unique monde culturel et politique islamique, un monde uni par sa différence et son hostilité à l'Occident. Le monde islamique est d'une très grande

diversité, dans ses cultures comme dans ses attitudes envers le monde occidental. En Indonésie, l'État musulman de loin le plus important, l'islam radical ne joue encore qu'un rôle assez limité. Toutefois, ce qui fait l'unité de la plupart des pays musulmans, c'est, hélas, un relatif échec politique et socio-économique.

À l'exception de certains États pétroliers du Golfe et – dans une mesure limitée – de la Turquie et de la Malaisie, il n'est aucun pays musulman qui soit parvenu à entrer dans le monde développé, que ce soit sous sa forme occidentale ou dans sa variante est-asiatique. Presque tous sont menacés par une croissance démographique rapide et, dans certains cas, pratiquement incontrôlée, qui inonde un marché du travail insuffisant de jeunes gens inemployables et aigris. Presque tous négligent l'éducation des femmes, quand ils ne les laissent pas honteusement sur la touche. L'Afghanistan s'est purement et simplement effondré pour devenir une théocratie criminelle doublée d'une menace internationale. D'autres sont menacés du même sort. La conduite des élites et des services publics dans la majeure partie de la région offre un tableau profondément affligeant. Enfin et surtout, c'est le lot commun des régimes de tout l'échiquier politique, des monarchies autoritaires traditionnelles et des semi-démocraties soutenues par l'Occident jusqu'aux régimes nationalistes et militaires anti-occidentaux en passant par les anciens États communistes de l'ex-Union soviétique.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que de nombreux habitants de la région se soient rabattus sur un islam révolutionnaire, qui fait figure de dernier recours quand tout le reste a échoué, et croient en un système prétendument « coranique » ou fondé sur la *charia*. De ce fait, le monde musulman se trouve dans une position profondément périphérique vis-à-vis du monde

dominé par l'Occident. En même temps, et à la différence de l'Afrique ou de l'Amérique latine, il conserve une mémoire collective profonde – et assidûment cultivée – de la sphère islamique comme d'une grande métropole culturelle, économique et politique à part entière.

En s'en prenant à l'Amérique, les terroristes islamistes ne s'en prenaient certainement pas au principal soutien d'Israël, mais aussi au symbole central de leur échec. Et le nationalisme arabe anti-américain est, comme tous les nationalismes, une idéologie capable de se nourrir de tout un ensemble d'autres rancœurs indépendantes, y compris de l'amertume conçue de la corruption et de l'oppression qui règnent dans les régimes arabes eux-mêmes. La conduite des Israéliens et des Américains leur a fourni un dangereux catalyseur.

Les Chinois ont en partie hérité de leur histoire les mêmes sentiments ; dans le passé, cela a contribué aux effarantes pathologies du maoïsme ; mais la Chine est le pays le plus peuplé de la planète et possède l'une des économies les plus florissantes du monde. La réussite économique a également été la marque des autres États chinois : Taïwan, Singapour et Hong Kong. De fait, la diaspora chinoise est aussi l'un des groupes qui a le mieux réussi économiquement dans le monde. La Chine est un État réellement puissant, relativement ordonné, conduit par des dirigeants nationalistes et autoritaires, mais rationnels et pragmatiques. Elle s'est engagée avec succès dans le projet de modernisation défini par les Occidentaux. La situation du monde islamique est très différente.



En tant que correspondant du *Times* au Pakistan et en Afghanistan à la fin des années

quatre-vingt, j'ai pu me faire une idée des racines de l'extrémisme islamique en rencontrant des précurseurs des talibans parmi les moudjahidin afghans mais aussi parmi des groupes extrémistes pakistanais. Je me souviens, en particulier, d'une longue conversation avec de jeunes membres d'un groupe « fondamentaliste » à Lahore. Aucun n'était issu des couches sociales les plus démunies. Tous venaient de cette pépinière classique de l'extrémisme fasciste et religieux que sont la petite-bourgeoisie et la grosse paysannerie luttant pour leur survie.

Ils étaient sous le coup d'une double menace : celle de sombrer dans les rangs d'un prolétariat paupérisé et sous-employé – avec le risque que leurs femmes finissent dans le *Hira Mandi*, ou quartier des prostituées – et celui de ne pouvoir s'en sortir et s'élever qu'en rejoignant les rangs du monde du crime organisé, notamment en se livrant au trafic d'héroïne. Compte tenu de l'état de l'économie pakistanaise, les opportunités économiques légitimes étaient peu nombreuses. Les communautés et cultures traditionnelles étaient minées par l'urbanisation et l'« atomisation ». La nouvelle culture semi-occidentale et semi-moderne qui leur était imposée était des plus répugnantes, en particulier concernant le traitement des femmes : mélange de licence occidentale et de brutalité locale, de crudité et de chauvinisme.

Dans ces conditions déprimantes, adhérer à un réseau islamiste radical procure un sentiment de sécurité culturelle au sein d'une nouvelle communauté où l'entraide sociale est, jusqu'à un certain point, la règle : modeste, certes, mais c'est toujours mieux que ce qu'offre l'État. La pauvreté devient simplicité et austérité religieuses. Et ce qui est peut-être encore plus important, la croyance nourrit la fierté, donne une raison de redresser la tête au milieu des

humiliations et des tentations continuelles. Dans l'univers cru, puant et violent de la ville islamique moderne du « tiers monde », l'architecture et le climat esthétique de la mosquée constituent (comme les églises catholiques d'Amérique centrale que décrit Graham Greene dans *Routes sans lois*) la seule oasis de beauté, mais aussi de culture cohérente et ordonnée, le seul guide de vie. Et naturellement, c'est encore dix fois plus vrai pour un jeune homme d'un camp de réfugiés afghan, tchéchène ou palestinien.

Comment ne pas éprouver quelque sympathie pour certaines racines du radicalisme islamiste ? Les Occidentaux n'ont pas ménagé leur sympathie pour les combattants radicaux de Tchétchénie, en particulier pour le personnage de Chamil Basaïev, le grand commandant. Je l'ai rencontré à diverses reprises avant et pendant la guerre tchéchène des années 1994-1996 : c'est le seul chef terroriste que j'ai connu personnellement. Et, à un moment, je l'ai aimé et admiré.

Cette guerre et la mort de nombreux membres de sa famille entre les mains des Russes ont joué un rôle crucial dans sa fanatisation progressive. Mais à partir de 1995 il a également subi une influence profondément nocive : celle de l'internationale des volontaires islamistes radicaux (connus sous le nom de « wahhabites » alors qu'ils ne le sont pas nécessairement au sens théologique du terme) venus du Proche-Orient et conduits par un commandant répondant au nom de guerre de Khattab. Ces hommes sont venus se battre en Tchétchénie après avoir combattu en Afghanistan. Leur influence sur Basaïev est apparue clairement dans ses interventions publiques, de plus en plus proches des leurs. Mais elle s'est avant tout et surtout manifestée dans le mépris hargneux et croissant de Basaïev et de ses compagnons – phénomène typique d'une avant-garde révolutionnaire autoprocla-

mée – pour le reste de l’humanité, y compris pour la masse des Tchétchènes.

Ce mandat révolutionnaire d’inspiration religieuse semble avoir nourri la révolte de Basaïev contre l’autorité du président Aslan Maskhadov, contribuant ainsi à saper l’autorité de ce dernier et à empêcher la construction d’un État stable.

Basaïev et, en fait, Khattab sont aussi les exemples d’autre chose. Comme leurs pareils du Proche-Orient et d’Afghanistan, ils sont devenus profondément haineux, s’ils ne manquent ni de courage ni de capacités. Traiter les terroristes islamistes de « lâches », comme ne cessent de le faire les médias occidentaux, est absurde. Les derniers attentats le prouvent : ce sont de redoutables ennemis. Peut-être leurs compétences techniques sont-elles limitées, mais qu’ont-ils besoin de telles compétences si, avec quelques armes rudimentaires – y compris de vieux couteaux des plus simples –, ils peuvent s’emparer des créations techniques de l’Occident et les retourner contre nous avec un effet dévastateur ? À l’avenir, on ne saurait écarter la menace d’attentats encore plus dévastateurs avec des armes de destruction de masse.

Pour combattre ces ennemis avec succès, l’Amérique devra réviser radicalement la ligne qui a été la sienne depuis dix ans. Au cours de cette période, elle a souvent exercé son hégémonie mondiale, tantôt avec bienveillance, tantôt avec arrogance, mais en général de manière paresseuse, tiède et distraite. L’une des raisons essentielles est que, dans leur grande majorité – tous les sondages et les élections l’ont montré –, les Américains sont fiers de leur « leadership mondial », mais se désintéressent largement des détails de sa mise en œuvre.

De fait, jusqu’au 11 septembre 2001, peu d’Américains croyaient que le reste du monde puisse leur être gravement préjudiciable. La

seule exception a été, hélas, celle de petits mais puissants *lobbies* ethniques et autres groupes farouchement engagés, auxquels leur organisation et leur détermination ont donné un pouvoir remarquable en comparaison de la masse plus large, mais apathique et inorganisée, de la population américaine.

L’autre face de l’unilatéralisme américain dans le monde a été la croyance en une invulnérabilité de l’Amérique à l’intérieur de ses frontières, avec une NMD censée parachever l’image d’une véritable forteresse. Voici cette forteresse ébréchée, et d’une façon qu’aucune réponse américaine unilatérale ne peut espérer prévenir. Tel est le paradoxe : à court terme, une action unilatérale et vigoureuse des États-Unis est probablement nécessaire pour châtier et dissuader les auteurs de ces attentats ; à plus long terme, cependant, la poursuite de cet unilatéralisme compromettrait gravement la victoire.

Comme les autres États hégémoniques avant eux, les États-Unis paient aujourd’hui la rançon de l’empire. Et l’heure de la distraction est révolue, de même qu’est révolue la tendance des Européens à compter sur l’aide des Américains tout en ne cessant de déplorer leur politique, sans avoir le courage de protester et de réclamer un changement. Cela vaut pour la politique fourvoyée des États-Unis à l’égard de la Russie comme à l’égard d’Israël. Une révision est désormais essentielle si l’on doit combattre le terrorisme islamique. Car, à l’évidence, on ne saurait faire grand-chose, surtout à court terme, pour aider le monde islamique à s’arracher à son malaise historique profond, ou à compenser des siècles de défaites. Mais nous pouvons atténuer l’affront contemporain le plus flagrant et, au moins, prendre des distances.

La Grande-Bretagne et l’Europe doivent s’engager sans réserve dans la guerre contre le terro-

risme. Mais si elles doivent le faire aux côtés de l'Amérique, en en partageant les risques, elles ont non seulement le droit mais aussi le devoir – le devoir envers leurs propres citoyens – d'exercer leur influence sur les choix politiques américains déterminants et de veiller que nous ayons le plus d'alliés possibles dans le reste du monde. La première urgence, qui est aussi la plus simple, est d'en finir avec la politique de guerre froide

envers la Russie et la Chine. La seconde est de modifier la politique des États-Unis envers Israël. Cela sera beaucoup plus dur et demandera bien plus de temps. Mais ce n'en est pas moins indispensable si l'on veut gagner cette guerre.

Anatol Lieven.

Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat.